

Charlie, l'Hyper Cacher et nous : onze ans après, le courage de ne pas céder

Description

La Chronique de Patrick Pilcer

Onze ans. Il y a onze ans, la France était frappée en plein cœur. À Charlie Hebdo, on assassinait des dessinateurs pour avoir dessiné. À l'Hyper Cacher, on assassinait des Juifs pour avoir fait leurs courses avant le shabbat.

Nous avons cru vivre une tragédie. Nous vivions en réalité un tournant historique.

Car ces attentats n'étaient pas seulement des crimes. Ils portaient un message politique d'une redoutable efficacité : faire comprendre, une fois pour toutes, que la liberté avait désormais un prix, et que beaucoup préféreraient ne pas le payer.

Depuis, quelque chose s'est déplacé. Insensiblement. Profondément. La censure n'a pas été inscrite dans la loi. Elle s'est installée ailleurs : dans les têtes, dans les réflexes, dans l'autolimitation présentée comme prudence.

On n'interdit plus.

On évite.

On renonce avant même de décider.

Un dessin ne sera pas publié.

Un cours contournera un sujet sensible.

Une exposition sera annulée.

Une conférence jugée trop coûteuse en sécurité ne sera pas organisée.

Un événement juif discrètement « déprogrammé ».

Personne n'a ordonné cela. Et c'est précisément ce qui rend la situation si préoccupante. Nous avons, en France, le droit au blasphème. Mais qui oserait encore l'exercer aujourd'hui ? Faut-il rappeler que le dernier Français exécuté pour blasphème fut le chevalier de La Barre ?

Ce droit n'est pas un luxe : il est constitutif de notre liberté. Critiquer une religion est un droit, toutes les

religions. Respecter les croyants comme les non-croyants est un devoir, mais critiquer, blasphémer est un droit inaliénable.

Le terrorisme moderne n'a pas besoin de se répéter pour gagner. Il lui suffit de frapper une fois, puis d'attendre que la peur fasse le reste. La menace devient structurelle, invisible, permanente. Elle modifie les comportements sans avoir à s'exprimer.

Onze ans après Charlie et l'Hyper Cacher, l'Europe vit sous ce régime implicite. Nous continuons d'affirmer notre attachement à la liberté d'expression, à la laïcité, à la sécurité des citoyens. Mais dans les faits, nous négocions. Nous arbitrons. Nous accommodons. Nous renonçons et acceptons les « accommodements raisonnables ».

Chaque renoncement pris isolément paraît raisonnable. Pris ensemble, ils dessinent un recul civilisationnel. La question n'est pas celle du « droit de choquer ». Elle est beaucoup plus fondamentale : acceptons-nous que la violence définisse les limites du dicible ?

Car à partir du moment où l'on accepte de se taire par peur, ce n'est plus la liberté qui s'organise, c'est la menace qui gouverne. Et une société qui internalise la peur finit toujours par justifier l'injustifiable au nom du calme public.

L'attaque de l'Hyper Cacher a rappelé une vérité brutale : dans l'idéologie islamiste, la présence juive dans l'espace public est négociable. Visible si elle doit se faire discrète. Tolérée si elle doit se protéger. Il en est de même de la présence chrétienne, athée, homosexuelle, en fait de tout ce qui n'est pas islamiste.

Quand une démocratie commence à suggérer à ses citoyens de se faire moins visibles pour être plus en sécurité, elle a déjà cédé une part essentielle de son pacte républicain.

Et pourtant, la lucidité oblige à une autre vérité : ce combat n'est pas un combat contre des personnes, encore moins contre des croyants. Des millions de musulmans, en France, en Europe et ailleurs, rejettent cette idéologie. Beaucoup en sont les premières victimes. Ceux qui défendent la liberté de conscience dans des sociétés où le blasphème est un crime font preuve d'un courage que nous devrions admirer. Soutenons, aidons le peuple iranien comme le peuple afghan.

Le problème n'est pas la foi. Le problème est une idéologie qui transforme l'offense en violence, la critique en crime, la peur en norme sociale. Face à cela, l'Europe a beaucoup investi dans la sécurité. C'est nécessaire. Mais ce n'est pas suffisant. La sécurité ne peut être la contrepartie de la liberté. Elle doit en être la condition.

Protéger les journalistes, les enseignants, les intellectuels, les lieux juifs, les artistes, ne devrait pas être une exception ou un fardeau. Cela devrait être une infrastructure républicaine de base, au même titre que les écoles, les tribunaux ou les hôpitaux.

Mais surtout, nous devons retrouver le courage de dire ce que nous défendons.

La liberté d'expression n'est pas une valeur optionnelle.

Le droit de critiquer les religions n'est pas négociable.

La laïcité n'est pas une sensibilité, c'est un principe structurant.

Et ceux qui refusent notre modèle sociétal ont toujours la possibilité d'aller vivre ailleurs selon leur propre mode de vie. La démocratie libérale n'impose pas l'adhésion intime, mais elle exige le respect de ses règles. Elle n'est pas négociable sur ses principes. La démocratie ne survit pas parce qu'elle apaise tout le monde. Elle survit parce qu'elle protège ce qui dérange.

Onze ans après Charlie et l'Hyper Cacher, la question n'est pas seulement celle de la mémoire. Elle est celle de la fidélité.

Fidélité à l'idée que la peur ne doit jamais devenir une méthode de gouvernement.

Fidélité à l'idée que l'on ne combat pas la barbarie en se taisant, mais en tenant, et en l'éradiquant.

En aidant aussi nos alliés lorsqu'ils sont eux-mêmes attaqués par les barbares, car être absent dans ce combat, c'est déjà trahir nos valeurs. Une démocratie qui abandonne ses alliés, qui les condamne, qui accepte implicitement leur boycott, par peur de déplaire, par peur tout court, abdique sans combattre. N'ayons jamais peur de manifester notre soutien... Être absent dans ce combat, c'est porter atteinte à nos valeurs républicaines !

Le temps n'est plus aux bougies, ni aux slogans incantatoires. Il est au discernement, au courage et à la constance.

Car céder une fois, c'est humain. Céder chaque fois, c'est renoncer.

L'histoire est sévère avec les civilisations qui ont confondu la paix avec la capitulation.

Onze ans après Charlie et l'Hyper Cacher, nous savons une chose essentielle : la liberté ne meurt jamais d'un seul coup. Elle se dissout lentement, à mesure que la peur devient raisonnable et que le renoncement se pare de vertu.

La République n'est pas un régime du confort moral. Elle est un régime de courage. La liberté d'expression n'est pas négociable. La laïcité n'est pas une variable d'ajustement. La République ne protège pas ce qui rassure, elle protège ce qui dérange.

Céder une fois, c'est humain. Céder chaque fois, c'est renoncer.

Il est encore temps de tenir. Il est encore temps de ne pas céder.

Vive la France. Vive la République indivisible, laïque, démocratique et sociale.

Patrick Pilcer

Categorie

1. Édito

date créée

8 janvier 2026